

## ARRÊTÉ INSTITUANT UN GROUPE DE SURVEILLANCE ET DE CONTRÔLE EN MARGE DU PROJET PILOTE DE GÉOTHERMIE PROFONDE DE HAUTE-SORNE

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les prescriptions du Plan spécial cantonal du 2 juin 2015 pour le projet-pilote de géothermie profonde sur le territoire de la commune de Haute-Sorne, localité de Glovelier, en particulier les articles 22 à 29 et 31 à 35,

vu les conditions de l'autorisation de l'Office de l'environnement n°969/2014,

vu la convention conclue en date du 17 juin 2022 par Geo-Energie Suisse SA et Geo-Energie Jura SA, agissant conjointement et solidairement en qualité d'exploitant, et la République et Canton du Jura en lien avec le projet susmentionné,

arrête :

Article premier <sup>1</sup> Un groupe de surveillance et de contrôle est institué en marge du projet pilote de géothermie profonde de Haute-Sorne.

<sup>2</sup> Il assure la haute-surveillance des travaux et opérations en lien avec ledit projet.

Art. 2 Les objectifs poursuivis par le groupe de surveillance et de contrôle sont les suivants :

- a. faciliter et garantir la coordination entre les services/organes de contrôle ;
- b. veiller à une surveillance collective du projet et de ses acteurs ;
- c. vérifier la conformité de l'ensemble des travaux et opérations mis en œuvre par le promoteur et ses sous-traitants ;
- d. garantir la pluridisciplinarité de l'évaluation des dossiers, à chaque étape du projet ;
- e. assurer la cohérence des contrôles sur site et l'exhaustivité des démarches de régulation ;
- f. traiter les problèmes et situations imprévues qui pourraient résulter des travaux ou de la réalisation du projet ;
- g. conseiller le chef de Département, voire le Gouvernement, sur toute mesure à prendre dans l'intérêt de l'environnement, des travailleurs, de la population et du Canton, notamment en matière de sécurité.

Art. 3 <sup>1</sup> Le groupe de surveillance et de contrôle est composé des membres suivants :

- M. Yves Bron, hygiéniste du travail, Service de l'économie et de l'emploi (SEE) ;
- M. Jean Fernex, collaborateur scientifique, Office de l'environnement (ENV) ;
- M. Sylvain Rigaud, chef de projet géothermie profonde, Service du développement territorial (SDT).

<sup>2</sup> M. Sylvain Rigaud en assure la coordination.

<sup>3</sup> Le Service du développement territorial en assure le secrétariat.

Art. 4 En fonction des besoins, des représentants d'autres services de l'administration et d'organes de contrôle externes à l'administration peuvent être appelés à participer aux séances du groupe de surveillance et de contrôle.

Art. 5 <sup>1</sup> Le groupe de surveillance et de contrôle invite l'exploitant du projet de géothermie profonde à lui fournir toutes les informations utiles à son fonctionnement et à analyser ses propositions.

<sup>2</sup> L'exploitant du projet de géothermie profonde peut être appelé à participer aux séances du groupe de contrôle.

Art. 6 Le Département de l'environnement est compétent pour remplacer les personnes visées à l'article 3.

Art. 7 Les membres du groupe de surveillance et de contrôle sont soumis au secret de fonction tel que défini à l'article 25 de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat.

Art. 8 <sup>1</sup> Les éventuelles charges de fonctionnement du groupe de surveillance et de contrôle sont intégralement mises à la charge de l'exploitant du projet de géothermie profonde, conformément à l'article 14.1.2 de la convention du 17 juin 2022.

<sup>2</sup> Les éventuels frais ou honoraires sont facturés sur le centre d'imputation 412.

Art. 9 <sup>1</sup> Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

<sup>2</sup> Il est communiqué :

- aux membres du groupe de surveillance et de contrôle ;
- à l'exploitant du projet de géothermie profonde ;
- au Département de l'environnement ;
- au Département de l'économie et de la santé ;
- au Service du développement territorial ;
- à l'Office de l'environnement ;
- au Service de l'économie et de l'emploi ;
- à la Trésorerie générale ;
- au Contrôle des finances ;
- au Journal officiel pour publication.



Adopté en séance du Gouvernement  
du 16 AVR. 2024

Jean-Baptiste Maître  
Chancelier d'Etat